

**Audience publique du 15 mai 2002**  
=====

Requête en sursis à exécution introduite par  
Monsieur et Madame ...,  
contre des bulletins d'impôt émis par le bureau d'imposition de ...  
en matière d'impôt sur le revenu, d'impôt commercial communal  
et d'établissement de la valeur unitaire  
-----

**ORDONNANCE**

Vu la requête déposée le 30 avril 2002 au greffe du tribunal administratif par Maître André ELVINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., artisan et négociant, et son épouse Madame ..., sans état, les deux demeurant ensemble à ..., tendant à conférer un effet suspensif au recours au fond introduit le même jour, portant le numéro 14855 du rôle, dirigé contre les bulletins de l'impôt commercial communal dressés pour les années 1991 à 1998, les bulletins de l'impôt sur le revenu dressés pour les années 1991 à 1998, de même que les bulletins d'établissement de la valeur unitaire établis au 1<sup>er</sup> janvier 1992, au 1<sup>er</sup> janvier 1995, au 1<sup>er</sup> janvier 1996 et au 1<sup>er</sup> janvier 1998, émis par le bureau d'imposition de ... et notifiés le 15 février 2001;

Vu l'article 11 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment la décision critiquée;

Oùï Maître André ELVINGER et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

-----  
Le 15 février 2001, le bureau d'imposition de ... a émis à charge de Monsieur ..., artisan et négociant, et de son épouse Madame ..., sans état, les deux demeurant ensemble à ..., des bulletins de l'impôt commercial communal dressés pour les années 1991 à 1998, des bulletins de l'impôt sur le revenu dressés pour les années 1991 à 1998, de même que des bulletins d'établissement de la valeur unitaire établis au 1<sup>er</sup> janvier 1992, au 1<sup>er</sup> janvier 1995, au 1<sup>er</sup> janvier 1996 et au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Le 10 mai 2001, les époux ... ont introduit une réclamation contre les prédits bulletins auprès du directeur de l'administration des Contributions directes.

Aucune décision du directeur des Contributions n'étant intervenue dans le délai légal de six mois prévu par l'article 8 (3) 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation de juridictions de l'ordre administratif, les époux ... ont introduit, par requête déposée le 30 avril 2002, inscrite sous le numéro 14855 du rôle, un recours contentieux tendant au redressement des bulletins d'impôt en question, et par requête du même jour, inscrite sous le numéro 14856 du rôle, ils ont introduit une demande tendant à ordonner le sursis à exécution des prédits bulletins.

Ils estiment que l'exécution des bulletins litigieux leur causerait un préjudice grave et définitif. Dans ce contexte, ils font exposer que leurs déclarations d'impôt se rapportant aux années 1991 à 1994 ont fait l'objet d'un rapport de révision qui a conduit à des majorations de bénéfice pour l'époque concernée ainsi que pour les années 1995 à 1998, pour plus de LUF 25 millions par rapport à des bénéfices réalisés et déclarés de l'ordre de LUF 74 millions pour la même époque. La surcharge fiscale subséquente dépasserait largement leurs moyens financiers disponibles, mettant de la sorte en péril l'entreprise et leur solvabilité personnelle. Un crédit bancaire de LUF 15.500.000,- serait épuisé, la banque refusant de donner suite aux ordres de paiement en dépassement de ce montant. Une demande de sursis basée sur le paragraphe 251 de la loi générale des impôts, dite *Abgabenordnung*, en abrégé AO, resterait à ce jour sans réponse de la part du directeur des Contributions, le bureau d'imposition de ... s'étant borné à accorder certains délais de paiement restant insuffisants pour alléger la charge financière entraînée par l'exécution des bulletins litigieux. Ils soulignent que pour la période du 26 février 2001 au 25 février 2002, ils ont payé des arriérés d'impôts de EUR 129.524,34, portant le total des paiements effectués, comprenant les avances sur l'année en cours, à EUR 200.793,62, charge dépassant les revenus prévisibles pour cette période.

Les époux ... soutiennent par ailleurs que les moyens invoqués à l'appui de leur recours au fond sont sérieux, voire d'ores et déjà justifiés. Tel serait le cas notamment des majorations de ventes de plus de LUF 12 millions pour lesquelles toute base sérieuse ferait défaut, en particulier dans la mesure où ces majorations reposent sur des prix maxima autorisés qui en pratique, compte tenu de la concurrence, ne peuvent pas être appliqués. Il en serait de même de certaines reprises de frais généraux à caractère forfaitaire qui ne seraient étayées par aucun élément concret ou de comparaison.

Le maintien en exécution des bulletins critiqués causerait un préjudice sans commune mesure avec l'inconvénient éventuel qui comporterait une levée retardée de certains impôts au cas où le recours serait jugé comme non fondé.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que tout paiement d'impôts cause au contribuable un préjudice en ce qu'il amoindrit son patrimoine, sans pour autant nécessairement constituer un préjudice au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée. Le refus du paiement d'une dette fiscale ne saurait entrer en ligne de compte, pour l'appréciation de la justification d'une mesure de sursis à exécution, outre le caractère sérieux des moyens pour se soustraire définitivement aux prétentions de l'administration des

Contributions, ces moyens devant être rencontrés par le juge du fond, que pour autant que le paiement de la somme due ou réclamée risque de perturber sinon de manière irrémédiable, du moins profondément la situation financière du contribuable de telle sorte que, même en cas de gain de cause devant le juge du fond et de restitution des sommes payées indûment, cette situation ne peut être rétablie que difficilement.

Il y a lieu d'ajouter que pour l'appréciation du caractère grave et définitif du préjudice causé par l'exécution immédiate des cotes d'impôt fixées par le bureau d'imposition, il faut prendre en compte la dette fiscale dans la mesure de son exigibilité concrète, compte tenu des délais de paiement le cas échéant consentis par ladite administration.

En l'espèce, suivant un décompte daté du 15 février 2001, le bureau de recette réclamait aux époux ... la somme de LUF 15.891.540,-. Ce montant incluait les majorations et reprises effectuées après le rapport de révision dont l'entreprise des demandeurs a fait l'objet. Suite à une demande afférente des époux ..., l'administration des Contributions, suivant lettre du 23 mars 2001, leur accorda des délais de paiement échelonnés, pour l'intégralité de la somme réclamée, majorés d'intérêts provisionnels de LUF 1.143.828,-, allant du 15 avril 2001 au 15 mars 2004, moyennant versement de la somme de LUF 475.000,- par mois. A la date du dépôt de la demande judiciaire en sursis à exécution, onze annuités de LUF 475.000,- avaient été payées, soit au total LUF 5.225.000,-, ce qui ramène la somme actuellement due à +/- LUF 12.000.000,-.

Eu égard au fait que les époux ... bénéficient d'ores et déjà, de la part de l'administration des Contributions, de délais de paiement très importants, leur permettant de s'acquitter sur une période très longue des arriérés moyennant des paiements mensuels de LUF 475.000,- et qu'ils restent par ailleurs en défaut de produire les éléments d'appréciation nécessaires permettant de faire admettre que leur situation financière est tendue à tel point que la continuation du paiement des échéances mensuelles risque de perturber profondément ou de mettre en péril la continuité de leur entreprise, le caractère grave et définitif du préjudice allégué manque d'être établi. Dans ce contexte, la seule production d'une lettre d'une banque, informant les demandeurs que les échéances de mars et d'avril 2002 des sommes à verser mensuellement au fisc n'ont pas pu être exécutées faute de provision sur un compte déterminé, n'est pas suffisante, étant donné qu'elle n'est pas de nature à renseigner sur leur situation financière globale.

Les conditions tenant d'une part au caractère grave et définitif du préjudice et d'autre part au caractère sérieux des moyens invoqués devant être cumulativement remplies pour justifier un sursis à exécution, la seule absence d'un risque de préjudice grave et définitif entraîne le rejet de la demande, sans qu'il y ait lieu d'examiner par ailleurs le sérieux des moyens invoqués à l'appui du recours au fond, étant par ailleurs remarqué que ce caractère sérieux n'a pas été contesté à l'audience.

Il y a lieu d'ajouter à ce qui précède que, compte tenu à la fois des sommes dues en dehors des majorations et reprises effectuées par le bureau d'imposition et des échéances mensuelles de LUF 475.000,- d'ores et déjà payées, les époux ... n'ont pas, à l'heure actuelle, payé au-delà des arriérés d'impôts non contestés, cet état de choses devant par ailleurs perdurer pendant un certain temps au rythme de paiement actuel. Il sera loisible aux demandeurs, s'ils veulent éviter des paiements de montants contestés, d'assurer une instruction rapide de l'affaire au fond, le cas échéant moyennant une demande en abréviation des délais ordinaires pour l'échange des mémoires en réponse, réplique et duplique.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

reçoit le recours en sursis à exécution en la forme,

au fond le déclare non justifié et en déboute,

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 mai 2002 par M. Ravarani, président du tribunal administratif, en présence de Mme Wealer, greffière.

s. Wealer

s. Ravarani